

Dual distribution

Troisième session

PREMIERE COMMISSION

SOUS-COMMISSION A III

RAPPORTS DE LA COMMISSION DE L'ENERGIE ATOMIQUE

RESOLUTION DU CONSEIL DE SECURITE

PROJET DE RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION A III

RAPPORTEUR: M. F. Sandler

1. La Première Commission, au cours de l'examen du point 1 de son ordre du jour (Rapports de la Commission de l'énergie atomique. Résolution du Conseil de sécurité) a créé, à sa cent cinquante-troisième séance, tenue le 7 octobre 1948, une Sous-Commission dont le mandat se trouve dans la résolution suivante de la Première Commission (document A/C.1/317):

"La Première Commission crée une sous-commission chargée d'examiner les propositions ci-dessous et de s'efforcer de réaliser un accord sur le texte d'une résolution à soumettre à la Commission:

- "a) Résolution du représentant du Canada,
- "b) Résolution du représentant de la Syrie;
- "c) Résolution du représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques;
- "d) Résolution du représentant de l'Australie;
- "e) Toute autre proposition présentée au cours des débats.

La Sous-Commission se composera de onze membres désignés par le Président conformément au principe d'une répartition géographique équitable".

La Sous-Commission était composée des membres suivants, désignés par le Président de la Première Commission : les représentants du Brésil, du Canada, de la Chine, de l'Equateur, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de l'Inde, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, du Royaume-Uni, de la Suède et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

2. La Sous-Commission s'est réunie sous la présidence de M. Spaak et a élu comme Président le représentant de l'Inde, Sir Benegal Rau, et comme Rapporteur, le représentant de la Suède, M. R. Sandler.

3. Les comptes rendus analytiques des séances de la Sous-Commission constituent les documents A/C.1/A.III/SR 1, A/C.1/A.III/SR 2, A/C.1/A.III/SR 3, A/C.1/A.III/SR 4, A/C.1/A.III/SR 5, A/C.1/A.III/SR 6 et A/C.1/A.III/SR 7. On trouvera dans ces documents un résumé des déclarations faites au cours des débats.

Après la discussion de points de procédure, la Sous-Commission a décidé d'examiner les projets suivants de résolution présentés à la Première Commission:

Canada	(A/C.1/308)
Syrie	(A/C.1/309)
URSS	(A/C.1/310)
Australie	(A/C.1/312 - A/C.1/313)
Nouvelle-Zélande	(A/C.1/314)
Inde	(A/C.1/315)

dans l'ordre chronologique de leur dépôt et d'examiner en même temps les divers amendements et propositions présentés à la Sous-Commission au cours des débats. La Sous-Commission est convenue de s'occuper tout d'abord du dispositif du projet canadien de résolution, dispositif qui constitue les paragraphes 8 et 9 du document A/C.1/308.

A la troisième séance, tenue le 9 octobre 1948, au cours de la discussion de la première partie du paragraphe 8 du projet de résolution canadien, le représentant de l'URSS a proposé de n'exprimer aucune appréciation, favorable ou défavorable, sur les Rapports de la Commission de l'énergie atomique. La délégation canadienne, sur une proposition de la délégation française a accepté de reviser ainsi la première partie du paragraphe 8 de son projet de résolution:

"Approuve les conclusions générales (deuxième partie, C) et les recommandations (troisième partie) du Premier Rapport, ainsi que les propositions concrètes de la deuxième partie du Deuxième Rapport de la Commission comme constituant les éléments de base nécessaires à l'établissement d'un système efficace pour le contrôle international de l'énergie atomique, pour assurer son utilisation à des fins purement pacifiques et éliminer les armes atomiques des armements nationaux, conformément au mandat de la Commission de l'énergie atomique des Nations Unies".

La proposition de l'URSS, tendant à n'exprimer aucune appréciation favorable ou défavorable, sur les Rapports de la Commission de l'énergie atomique, a été repoussée par 9 voix contre 2. Le texte révisé de la première partie du paragraphe 8 du projet canadien de résolution a ensuite été mis aux voix et adopté par 9 voix contre 2.

4. Par la suite, le représentant du Canada a présenté un nouvel amendement tendant à supprimer la deuxième partie du paragraphe 8 et tout le paragraphe 9 de son projet de résolution initial (A/C.1/308) et à les remplacer par trois nouveaux paragraphes numérotés 9, 10 et 11 (document A/C.1/A.III/1).

5. Lors de la quatrième séance, tenue le 11 octobre 1948, le représentant du Canada a présenté dans le document A/C.1/A.III/1/Rev.1 une nouvelle rédaction de sa proposition, texte auquel le représentant de l'Inde et celui de l'Equateur ont proposé d'apporter des amendements (documents A/C.1/A.III/2 et A/C.1/A.III/3 respectivement). Au cours de la discussion de ces amendements, le représentant du Canada a accepté celui de l'Equateur ainsi que deux propositions faites par le représentant de la Suède touchant la rédaction. Le texte amendé du projet de résolution du Canada figure au document A/C.1/A.III/1/Rev.2.

6. Au cours de la quatrième séance, tenue le 11 octobre 1948, à la suite de consultations avec le représentant de la France, le représentant du Canada a proposé de supprimer les paragraphes qui servaient d'introduction à son projet de résolution, paragraphes numérotés de 1 à 7 inclusivement, et de les remplacer par un bref préambule qui figure au document A/C.1/A.III/1/Rev.3.

Au cours de l'examen de la proposition canadienne, plusieurs amendements de forme ont été présentés; le représentant du Canada les ayant acceptés, ils ont été incorporés à la troisième révision du projet canadien de résolution (A/C.1/A.III/1/Rev.3).

7. Lors de la même séance, le représentant de l'Inde a présenté une rédaction amendée du projet de résolution (documents A/C.1/A.III/4, A/C.1/A.III/4/Rev.1).

8. A la septième séance tenue le 12 octobre, après examen des diverses résolutions dont la Commission était saisie, le Président a mis aux voix les résolutions:

Du Canada (A/C.1/A.III/1/Rev.3);

De l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/C.1/310);

De l'Inde (A/C.1/A.III/4/Rev.2);

Le Président avait au préalable précisé que la résolution de l'Inde reprenait les idées essentielles des projets de résolution de la Syrie (document A/C.1/309) et de l'Australie (A/C.1/312 et A/C.1/313). Aucun des membres de la Commission n'a fait d'objection à cette déclaration.

9. La résolution proposée par la délégation du Canada (document A/C.1/A.III/1/Rev.3) et dont le texte est donné ci-dessous a été mise aux voix; le scrutin a donné les résultats suivants:

8 voix pour : Brésil, Canada, Chine, Equateur, Etats-Unis
d'Amérique, France, Royaume-Uni, Suède;

2 voix contre : Union des Républiques socialistes
soviétiques et République socialiste
soviétique d'Ukraine;

1 abstention : Inde.

"L'ASSEMBLEE GENERALE,

AYANT EXAMINE les Premier, Deuxième et Troisième Rapports de la Commission de l'énergie atomique, qui lui ont été transmis par le Conseil de sécurité conformément à la Résolution du 24 janvier 1946 de l'Assemblée générale;

"1. APPROUVE les conclusions générales (deuxième partie, C) et les recommandations (troisième partie) du Premier Rapport, ainsi que les propositions concrètes de la deuxième partie du Deuxième Rapport de la Commission comme constituant les éléments de base nécessaires à l'établissement d'un système efficace pour le contrôle international de l'énergie atomique, pour assurer son utilisation à des fins purement pacifiques et éliminer les armes atomiques des armements nationaux, conformément au mandat de la Commission;

"2. EXPRIME les graves préoccupations que lui cause l'impasse à laquelle ont abouti les travaux de la Commission de l'énergie atomique, ainsi qu'il ressort du troisième rapport de cette Commission, et regrette qu'un accord unanime n'ait pu encore être réalisé;

"3. DEMANDE aux six promoteurs de la Résolution du 24 janvier 1946 de l'Assemblée générale, lesquels sont les membres permanents de la Commission de l'énergie atomique, de se réunir et de se concerter en vue de déterminer quand il existera une base d'accord sur le contrôle international de l'énergie atomique permettant d'assurer l'utilisation de celle-ci à des fins purement pacifiques et d'éliminer des armements nationaux les armes atomiques; leur demande de prier à ce moment le Secrétaire général de réunir à nouveau la Commission de l'énergie atomique dont les travaux ont été suspendus, afin que cette Commission reprenne sa tâche, qui est de rédiger, pour le soumettre dès que possible au Conseil de sécurité, un projet de traité ou de traités, de convention ou de conventions où se trouveront incorporées les dernières propositions de la Commission; et en tout cas demande aux promoteurs de présenter un rapport sur les résultats de leurs consultations au plus tard à la prochaine session ordinaire de l'Assemblée générale."

10. La résolution proposée par la délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (document A/C.1/310) et dont le texte est donné ci-dessous a été mise aux voix; le scrutin a donné les résultats suivants:

2 voix pour : URSS et RSS d'Ukraine;

2 abstentions : Equateur et Inde;

7 voix contre : Brésil, Canada, Chine, Etats-Unis
d'Amérique, France, Royaume-Uni, Suède

"L'ASSEMBLEE GENERALE,

"APRES AVOIR EXAMINE les Premier, Deuxième et Troisième Rapports de la Commission de l'énergie atomique et constatant que les travaux du Conseil de sécurité et de la Commission de l'énergie atomique visant à la mise en oeuvre de la Résolution du 24 janvier 1946 de l'Assemblée générale, relative à la création de la Commission chargée des questions posées par la découverte de l'énergie atomique et de la Résolution du 14 décembre 1946 de l'Assemblée générale, relative aux principes qui régissent la réglementation et la réduction générales des armements, n'ont jusqu'à présent abouti à aucun résultat positif;

"CONSIDERANT l'importance capitale que présente la mise en oeuvre des Résolutions du 24 janvier et du 14 décembre 1946 de l'Assemblée générale;

"RECOMMANDE au Conseil de sécurité et à la Commission de l'énergie atomique :

"1. De poursuivre leurs travaux dans le sens déterminé par les Résolutions en question de l'Assemblée générale;

"2. De rédiger les projets de convention relatifs à l'interdiction des armes atomiques et à l'établissement d'un contrôle international efficace de l'énergie atomique, étant entendu que la convention sur l'interdiction des armes atomiques, ainsi que la convention relative à l'établissement d'un contrôle international de l'énergie atomique doivent être signées et mises en vigueur simultanément."

11. Finalement, la résolution proposée par la délégation de l'Inde (document A/C.1/A.III/4/Rev.2) et dont le texte est donné ci-dessous a été mise aux voix; le scrutin a donné les résultats suivants :

1 voix pour (Inde);

4 voix contre : Brésil, Canada, Etats-Unis d'Amérique et Suède; et

6 abstentions (Chine, Equateur, France, République socialiste soviétique d'Ukraine Royaume-Uni, Union des Républiques socialistes soviétiques).

"Ayant examiné les Premier, Deuxième et Troisième Rapports de la Commission de l'énergie atomique,

"L'ASSEMBLEE GENERALE :

"1. APPROUVE en substance les conclusions générales (deuxième partie, C) et les recommandations (troisième partie) du Premier Rapport, ainsi que les propositions concrètes de la deuxième partie du Deuxième Rapport de la Commission comme constituant les éléments de base nécessaires à l'établissement d'un système efficace pour le contrôle international de l'énergie atomique, pour assurer son

utilisation à des fins purement pacifiques et éliminer les armes atomiques des armements nationaux, conformément au mandat de la Commission ;

"2. INVITE la Commission à reprendre et à continuer ses travaux, à poursuivre l'étude de toutes les questions énoncées dans son mandat, et à rédiger pour le soumettre, dès que possible, au Conseil de sécurité, un projet de traité ou de convention où se trouveront incorporées les dernières propositions de la Commission."
